

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/9
13 novembre 2000

(00-4811)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

DEUXIÈME EXAMEN TRIENNAL DU FONCTIONNEMENT ET DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD SUR LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

I. INTRODUCTION

1. L'article 15.4 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce dispose que "Au plus tard à la fin de la troisième année à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC et, par la suite, à la fin de chaque période de trois ans, le Comité examinera le fonctionnement et la mise en œuvre du présent accord, y compris les dispositions relatives à la transparence, en vue de recommander un ajustement des droits et obligations qui en résultent dans les cas où cela sera nécessaire pour assurer l'avantage économique mutuel et l'équilibre de ces droits et obligations, sans préjudice des dispositions de l'article 12. Compte tenu, entre autres choses, de l'expérience acquise dans la mise en œuvre de l'Accord, le Comité, dans le cas où cela sera approprié, soumettra des propositions d'amendements au texte du présent accord au Conseil du commerce des marchandises".

A. RÉSULTAT ET SUIVI DU PREMIER EXAMEN TRIENNAL

2. Le premier examen triennal du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC) a été achevé le 13 novembre 1997 (G/TBT/5). À la suite de cet examen, le Comité a établi un programme de travail le 27 mars 1998 (G/TBT/M/11) afin de poursuivre les travaux résultant du premier examen triennal. En conséquence, pendant la période 1998-2000, les Membres ont présenté des communications aux fins de l'échange de renseignements pour partager leurs expériences nationales relatives à la mise en œuvre et au fonctionnement de l'Accord, et pour formuler des propositions concernant un certain nombre de domaines (documents G/TBT/W/60-61, 63-64, 70-71, 74 et 74/Add.1, 75 et 75/Rev.1, 79-85, 87 et 87/Rev.1, 88, 93, 99, 110-111, 112/Rev.1, 113, 118, 121, 121/Corr.1, 132-133, 136, 138-140, et 142-151 - énumérés à l'annexe 6). Un inventaire des communications figure dans les documents G/TBT/SPEC/11 et Add.1 et 2. Les discussions sur ces documents ont servi de base à la préparation du deuxième examen triennal.

3. Afin de poursuivre le programme de travail convenu lors du premier examen triennal, le Comité a organisé les activités suivantes: atelier et réunion spéciale sur les procédures d'échange de renseignements, le 14 septembre 1998; séance d'information des organismes s'occupant de l'élaboration des normes internationales, le 19 novembre 1998; symposium sur les procédures d'évaluation de la conformité, les 8 et 9 juin 1999; atelier sur l'assistance technique et le traitement différencié dans le cadre de l'Accord OTC, les 19 et 20 juillet 2000. (Une description de ces réunions figure à l'annexe 1.) À la suite de cela, un certain nombre de mesures ont été prises; par exemple, le Comité a approuvé plusieurs décisions et recommandations concernant les notifications et les procédures d'échange de renseignements (G/TBT/1/Rev.6), notamment une décision relative aux programmes de travail relevant du paragraphe J du Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes par les organismes à activité normative (Annexe 3 de l'Accord); le Secrétariat a effectué une enquête sur les moyens électroniques dont disposent les points d'information nationaux des Membres (G/TBT/W/105 et Suppl.1-2); le Secrétariat a aussi établi un

document faisant la synthèse des renseignements communiqués par plusieurs organismes s'occupant de l'élaboration des normes internationales (G/TBT/W/106).

4. À la suite des décisions adoptées lors du premier examen triennal, le Secrétariat a établi les documents suivants: liste des guides et recommandations internationaux pertinents concernant les procédures d'évaluation de la conformité (G/TBT/W/72 et Rev.1); liste des Membres dont les institutions publiques locales situées directement au-dessous du gouvernement central sont habilitées à adopter des règlements techniques ou des procédures d'évaluation de la conformité (G/TBT/W/76 et Add.1); liste des organismes à activité normative du ressort territorial des Membres (G/TBT/W/92); note sur les obstacles techniques à l'accès des pays en développement aux marchés (G/TBT/W/103). En outre, le Secrétariat a pris des dispositions pour faire progresser la mise en œuvre de l'article 10.6, qui prévoit que: "[l]orsqu'il recevra des notifications conformément aux dispositions du présent accord, le Secrétariat [...] appellera l'attention des pays en développement Membres sur toutes notifications relatives à des produits qui présentent pour eux un intérêt particulier" (G/TBT/W/124).

B. DEUXIÈME EXAMEN TRIENNAL

5. Le Comité a préparé et effectué le deuxième examen triennal de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord, lors de ses douzième à vingt-troisième réunions, tenues les 27 mars, 1^{er} juillet, 15 septembre et 20 novembre 1998, les 31 mars, 11 juin et 1^{er} octobre 1999, et les 25 février, 17 et 19 mai, 21 juillet, 6 octobre et 10 novembre 2000 (documents G/TBT/M/11 à 22). Les éléments pris en compte au cours de l'examen et les décisions adoptées par le Comité sont énoncés ci-après.

II. ÉLÉMENTS PRIS EN COMPTE AUX FINS DE L'EXAMEN

A. MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD

6. L'article 15.2 dispose que "[d]ans les moindres délais après la date à laquelle l'Accord sur l'OMC entrera en vigueur pour lui, chaque Membre informera le Comité des mesures qui sont en vigueur ou qu'il aura prises pour assurer la mise en œuvre et l'administration du présent accord". Les communications des Membres sont utiles car elles rendent compte de la façon dont les différents Membres mettent en œuvre l'Accord. Le Comité a noté que la préparation et la présentation de ces communications pouvaient également aider les Membres à satisfaire à leurs obligations au titre de l'Accord, en leur permettant de faire le point sur la législation et les structures institutionnelles établies en vue de la mise en œuvre et de l'administration de l'Accord.

7. Le Comité a reconnu que, si les Membres rencontrent des problèmes similaires dans la mise en œuvre et l'administration de l'Accord, leurs besoins spécifiques et les solutions appropriées pour y répondre étaient différents. Il n'existait pas un modèle unique de structure bureaucratique ou administrative que tous les pays devraient adopter. Le Comité a noté en outre que la coopération et la coordination, aux niveaux national et international, des politiques et des pratiques concernant le commerce, la réglementation, les normes facultatives et l'évaluation de la conformité étaient un fondement important de l'Accord. Il fallait que les Membres assurent la coopération et la coordination au niveau national, notamment pour que les prescriptions en matière d'OTC soient mieux connues au niveau national. La contribution de toutes les parties intéressées, y compris le secteur privé, était importante aussi pour faire mieux comprendre les avantages et l'importance de l'Accord pour faciliter sa mise en œuvre par les autorités nationales. Le gouvernement pourrait alors élaborer une politique nationale efficace en matière d'OTC, avec la participation des autorités et des organismes publics compétents, des organismes de normalisation privés et des autres parties intéressées.

8. À la fin du deuxième examen triennal (comme cela est indiqué à l'annexe 2), 77 Membres avaient présenté une communication au titre de l'article 15.2 (G/TBT/2 et Add.1 à 61). Le Comité a estimé que l'état de la mise en œuvre devait être amélioré. Il est convenu qu'il fallait s'efforcer de comprendre les raisons d'une telle situation et de chercher des solutions concrètes.

9. Le Comité a rappelé que, lors du premier examen triennal, les Membres avaient été invités à échanger des renseignements sur les dispositions qu'ils avaient prises pour assurer la mise en œuvre et l'administration efficaces de l'Accord. Le Comité est convenu qu'il fallait encourager les Membres à continuer de partager leurs expériences à cet égard. En particulier, il a demandé instamment aux Membres qui ne l'avaient pas encore fait de présenter leurs communications conformément aux décisions pertinentes adoptées par le Comité, qui figuraient dans le document G/TBT/1/Rev.6.

10. Le Comité a pris note des discussions du Conseil général sur les questions de mise en œuvre, en particulier en ce qui concerne la participation des pays en développement Membres aux activités internationales de normalisation et les problèmes qu'ils rencontraient dans le domaine des normes internationales et de l'évaluation de la conformité. Le Comité a reconnu que la question de la mise en œuvre était liée à plusieurs éléments du deuxième examen triennal, comme l'assistance technique, les normes internationales et les procédures d'évaluation de la conformité, qui sont développés ci-après. Il a été noté que la question de la mise en œuvre se posait en permanence, et que le Comité était prêt à en rendre compte au Conseil général, s'il le lui demandait, ainsi que dans son rapport annuel.

B. NOTIFICATIONS ET PROCÉDURES D'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS

11. Le Comité a rappelé l'importance des dispositions de l'Accord relatives à la transparence, en particulier celles qui ont trait à la notification des projets de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité, et à l'établissement de points d'information, prévus aux articles 2.9.2, 2.10.1, 5.6.2, 5.7.1, 10.1 et 10.2 de l'Accord. Il a noté le faible nombre de notifications de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité des pouvoirs publics locaux se situant directement au-dessous du gouvernement central, prévues à l'article 3.2 (en relation avec les articles 2.9.2 et 2.10.1) et à l'article 7.2 (en relation avec les articles 5.6.2 et 5.7.1). Le Comité a reconnu que des responsabilités en matière de réglementation étaient conférées à des institutions au niveau infranational dans un certain nombre de Membres. Toutefois, depuis l'entrée en vigueur de l'Accord, seulement sept notifications de ce genre avaient été présentées. Le Comité a rappelé que, lors du premier examen triennal, les Membres avaient été invités à fournir des renseignements indiquant si des institutions publiques locales de leur ressort territorial se situant directement au-dessous du gouvernement central étaient habilitées à adopter des règlements techniques ou des procédures d'évaluation de la conformité. Le Comité a demandé instamment aux Membres qui ne l'avaient pas encore fait de répondre à cette demande. Il a noté en outre que les Membres devaient redoubler d'effort pour expliquer l'Accord à leurs institutions publiques locales et a rappelé aux Membres leurs obligations en matière de notification.

12. Le Comité a réaffirmé que les Membres étaient tenus de désigner une autorité du gouvernement central unique, responsable de la mise en œuvre, à l'échelon national, des dispositions relatives aux procédures de notification, conformément à l'article 10.10 et 10.11, et de faire en sorte que les règlements techniques qui ont été adoptés soient publiés, conformément à l'article 2.11. Le Comité a noté que l'absence de notification au niveau national était souvent due à ce que les obligations découlant de l'Accord OTC étaient mal connues ou à ce que les organismes compétents ne donnaient pas la priorité à la mise en œuvre de ces dispositions. Dans certains cas, il est apparu que l'organisme chargé de présenter les notifications n'était pas informé des projets de règlement élaborés par d'autres autorités nationales. La coordination entre les organismes compétents était essentielle. Le manque de coordination pouvait aussi empêcher de présenter des observations sur les notifications des autres Membres dans les délais prévus à cet effet, qui étaient parfois plus courts que le délai recommandé par le Comité.

13. Le Comité a noté l'augmentation du nombre de notifications présentées au titre des articles 2.9 et 5.6 et du nombre de Membres présentant des notifications. Cependant, certains Membres rencontraient encore des difficultés en matière de notification, eu égard notamment au délai fixé pour la période d'observations et à la formulation d'observations sur les notifications d'autres Membres. Le Comité a rappelé qu'il était important que les Membres se conforment aux recommandations et décisions pertinentes du Comité à cet égard. Il a encouragé les Membres à répondre favorablement aux Membres qui demandent une prorogation, au-delà de 60 jours du délai prévu pour la présentation d'observations, en particulier pour les notifications concernant des produits qui présentent un intérêt particulier pour les pays en développement Membres. Les Membres ont été invités à fournir, si possible, des renseignements sur un site Internet, par exemple, le texte des projets de règlements. Pour garantir le fonctionnement plus efficace des dispositions en matière de transparence, le Comité a adopté plusieurs décisions et recommandations, et a approuvé le mode révisé de présentation des notifications, qui figure à l'annexe 3.

14. À la fin du deuxième examen triennal, 103 Membres avaient communiqué des renseignements sur leurs points d'information nationaux (annexe 2). Le Comité a estimé que l'état de la mise en œuvre laissait à désirer. Il a rappelé que les points d'information jouaient un rôle important dans la communication de renseignements conformément à l'article 10.1, notamment de renseignements sur tout règlement technique projeté ou adopté.

15. Le Comité a noté que, dans certains cas, les difficultés des Membres concernant l'établissement et le fonctionnement de leurs points d'information et de leurs procédures de notification étaient dues au manque de ressources financières et humaines et à l'accès insuffisant aux réseaux et au matériel de télécommunication modernes. Les points d'information devaient coopérer davantage avec les autorités chargées de la réglementation afin de répondre aux demandes de renseignements dans un délai raisonnable. La coopération technique pour le partage de données d'expériences au niveau régional pouvait aussi être utile. Compte tenu du résultat de l'enquête sur les équipements électroniques des points d'information nationaux, le Comité est convenu, comme cela est indiqué au paragraphe 4 de l'annexe 3 d'examiner les mesures à prendre pour faciliter la transmission électronique de données entre les Membres, en complément des documents sur papier.

16. Le Comité a reconnu que la diffusion de renseignements et de connaissances était un élément indispensable du renforcement des capacités et pouvait aider les Membres à satisfaire à leurs obligations et à tirer parti de l'Accord, notamment en ce qui concerne les dispositions relatives aux notifications et à l'échange de renseignements. À cet égard, le Comité a noté que les technologies de l'information pouvaient être d'une grande utilité aux organismes compétents des Membres, tant au niveau national que dans le cadre de la coopération régionale et internationale. Elles pouvaient faciliter aussi leur participation à l'élaboration de normes internationales en permettant la transmission électronique de documents, la communication d'observations écrites et le vote électronique. La diffusion dans l'industrie de renseignements sur l'utilisation des normes internationales et les prescriptions normatives en vigueur sur le marché pouvait favoriser le transfert de technologie et accroître les possibilités d'accès aux marchés et la compétitivité. Un certain nombre de pays en développement Membres avaient indiqué qu'ils avaient besoin d'une aide pour acquérir des produits des technologies de l'information et optimiser leurs bases de données et leurs réseaux.

C. NORMES, GUIDES ET RECOMMANDATIONS INTERNATIONAUX

17. Le Comité a observé que les normes, guides et recommandations internationaux étaient des éléments importants de l'Accord et jouaient un rôle notable dans sa mise en œuvre. Les articles 2.4, 2.5 et 5.4 et le paragraphe F de l'annexe 3 de l'Accord insistaient sur la nécessité d'utiliser les normes, guides et recommandations internationaux comme base des normes, des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité adoptés au niveau national afin de réduire les obstacles au commerce. Les articles 2.6 et 5.5 et le paragraphe G de l'annexe 3 soulignaient l'importance de la

participation des Membres à l'élaboration de normes internationales en vue d'harmoniser le plus largement possible les règlements techniques, les procédures d'évaluation de la conformité et les normes.

18. Lors du premier examen triennal, le Comité avait noté que l'utilisation de certaines normes internationales pouvait soulever des difficultés et que des problèmes commerciaux pouvaient en découler. Pour permettre une meilleure compréhension des normes internationales dans le cadre de l'Accord, le Comité était convenu, entre autres, de chercher les moyens d'améliorer la mise en œuvre des dispositions visant à mieux faire connaître aux Membres les travaux des organismes internationaux à activité normative et à accroître leur participation à ces travaux; il était convenu aussi d'inviter les Membres à donner des renseignements sur les difficultés et les problèmes qu'ils rencontrent en rapport avec les normes internationales et d'examiner de quelle façon il pouvait faire part à ces organismes de son avis sur l'élaboration de normes internationales.

19. Le Comité a noté que des organismes très divers participaient à l'élaboration de normes internationales (il pouvait s'agir d'organismes intergouvernementaux ou non gouvernementaux, spécialisés dans l'élaboration de normes ou ayant aussi des activités connexes) et qu'ils adoptaient des approches et des procédures différentes dans leurs activités normatives. Néanmoins, l'obligation d'utiliser les normes internationales, imposée aux Membres dans le cadre de l'Accord, était la même.

20. Pour que les normes internationales contribuent le plus possible à la réalisation des objectifs de l'Accord, en matière de facilitation des échanges, il était important que tous les Membres aient la possibilité de participer à l'élaboration et à l'adoption des normes internationales. Les normes établies par des organismes internationaux, tels qu'ils sont définis dans l'Accord, qui ne sollicitaient pas la contribution d'un large éventail de parties intéressées, pouvaient avoir des effets préjudiciables sur le commerce. Les organismes qui ont des procédures ouvertes, impartiales et transparentes, permettant un consensus entre toutes les parties intéressées sur le territoire d'au moins tous les Membres, semblaient mieux à même d'élaborer des normes efficaces et pertinentes à l'échelle mondiale, qui contribuaient par là même à la réalisation de l'objectif de l'Accord, qui est d'éviter les obstacles non nécessaires au commerce. Pour améliorer la qualité des normes internationales et garantir la bonne application de l'Accord, le Comité est convenu qu'il fallait définir des principes garantissant la transparence, l'ouverture, l'impartialité, le consensus, la pertinence, l'efficacité, la cohérence et la prise en compte des intérêts des pays en développement, qui préciseraient et renforceraient le concept de norme internationale dans le cadre de l'Accord et contribueraient à la réalisation de ses objectifs. À cet égard, le Comité a adopté une décision énonçant un ensemble de principes qu'il jugeait importants pour l'élaboration des normes internationales (annexe 4). Ces principes étaient jugés pertinents aussi pour l'élaboration de normes, guides et recommandations internationaux relatifs aux procédures d'évaluation de la conformité. La diffusion de ces principes par les Membres et les organismes à activité normative de leur ressort territorial encouragerait les différents organismes internationaux à préciser et renforcer leurs règles et procédures en matière d'élaboration de normes, ce qui contribuerait aussi à la réalisation des objectifs de l'Accord.

21. Le Comité a noté que, même si les organismes internationaux à activité normative respectent les principes susmentionnés, il pourrait exister des normes internationales inappropriées, inefficaces ou obsolètes. À cet égard, le Comité a reconnu que les articles 2.4 et 5.4 et le paragraphe F de l'annexe 3 laissaient aux Membres la possibilité de ne pas utiliser des normes internationales inappropriées ou inefficaces comme base de leurs règlements techniques, de leurs normes et de leurs procédures d'évaluation de la conformité. Comme cela est indiqué dans les principes joints en annexe, le Comité a noté qu'il était important que les organismes internationaux à activité normative mettent en place des procédures visant à identifier et examiner les normes, guides et recommandations, afin de s'assurer que leur utilisation est toujours appropriée, tout en tenant compte des différences dans le niveau de développement technologique des Membres.

22. Le Comité est convenu que l'échange régulier de renseignements entre le Comité et les organismes compétents qui s'occupent de l'élaboration des normes internationales était utile et que les entités ayant le statut d'observateur auprès du Comité devraient être invitées à l'informer régulièrement de leurs activités. Il a été demandé au Secrétariat d'établir un programme annuel pour ces séances d'information régulières. Dans ce contexte, le Comité inviterait ces organismes à l'informer des moyens par lesquels ils essayaient de faire en sorte que les Membres, en particulier les pays en développement Membres participent effectivement à leurs activités.

23. Le Comité a noté en outre qu'il pouvait y avoir des cas où des normes internationales pertinentes n'existaient pas ou n'étaient pas sur le point d'être finalisées. Il a relevé que, dans certains cas, en attendant que des normes internationales appropriées soient élaborées, les organismes de normalisation ou de réglementation du ressort territorial de certains Membres avaient décidé, à titre provisoire, d'accepter comme équivalentes les normes établies par d'autres Membres, quand bien même elles différaient des leurs, dès lors que ces normes leur permettaient d'atteindre leurs objectifs. Le Comité a estimé qu'il pouvait être utile aux Membres d'examiner de plus près la question de l'équivalence des normes, en tant que mesure provisoire pour faciliter les échanges en l'absence de normes internationales pertinentes. Compte tenu de l'obligation des Membres au titre de l'article 2.6, le Comité a insisté sur le fait que l'utilisation éventuelle de cette approche ne devait pas entraver l'élaboration de normes, guides et recommandations internationaux.

24. Le Comité a noté que la normalisation internationale était un domaine où la participation des pays en développement était encore limitée, en raison, notamment, du manque de capacités techniques, de l'emplacement des secrétariats et du lieu des réunions, et d'autres problèmes liés au manque de ressources financières et humaines qui les empêchaient de participer aux réunions. Il a été reconnu que cette question devait être examinée de façon suivie au sein des organismes internationaux et régionaux. Le Comité a noté en outre que la traduction des normes internationales dans les langues nationales posait des problèmes à certains Membres.

25. Pour aider à résoudre le problème de la participation, le Comité a indiqué qu'il était important de donner la priorité aux activités normatives internationales concernant les produits ou les domaines présentant un intérêt particulier pour les pays en développement. Il était indispensable que les pays en développement Membres évaluent, dans le cadre de leur processus de consultations nationales, les produits et les secteurs qui étaient prioritaires pour eux aux fins de la normalisation internationale, pour que les ressources puissent être convenablement ciblées. Il a été suggéré que les organismes internationaux à activité normative s'efforcent de faire participer davantage les pays en développement en qualité de présidents ou de secrétaires de divers comités techniques, y compris, le cas échéant, par rotation. Leur participation effective pouvait être facilitée aussi par le recours accru aux technologies de l'information, comme le courrier électronique et la vidéoconférence qui pouvaient remplacer les réunions traditionnelles. Cela pourrait aussi aider ces pays à surmonter les contraintes financières limitant leur participation aux activités de normalisation internationales. Une meilleure appréhension de l'importance des normes internationales par rapport aux intérêts commerciaux et une meilleure coordination au niveau national entre les intéressés pourraient aider à renforcer les ressources financières et humaines des organismes nationaux à activité normative, ce qui leur permettrait de participer plus efficacement au processus de normalisation internationale. La coopération régionale pourrait également contribuer à l'utilisation efficace et rationnelle des ressources et pourrait être un bon moyen d'influencer ce processus.

D. PROCÉDURES D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ

26. Lors du premier examen triennal, le Comité avait noté que l'effet restrictif sur le commerce de la multiplicité des procédures d'essai et d'évaluation de la conformité suscitait des préoccupations croissantes, et il était convenu de poursuivre l'examen des guides ISO/CEI, d'inviter les Membres à échanger des renseignements sur leur expérience concernant les différents types de procédures

d'évaluation de la conformité et leurs conditions d'application, et d'examiner le rôle des systèmes régionaux et internationaux d'évaluation de la conformité et les dispositions énonçant des disciplines applicables à la reconnaissance des résultats des procédures d'évaluation de la conformité, notamment les accords de reconnaissance mutuelle (ARM) et les difficultés qu'ils soulèvent éventuellement. Tout en reconnaissant que des procédures d'évaluation de la conformité efficaces sont nécessaires pour établir la confiance entre les différents acteurs du marché, le Comité a réaffirmé que ces procédures ne devaient pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce.

27. Le Comité a noté qu'il existait différents mécanismes facilitant l'acceptation des résultats des évaluations de la conformité: par exemple, les accords de reconnaissance mutuelle portant sur l'évaluation de la conformité à des règlements spécifiques, les arrangements de coopération volontaires entre les organismes d'évaluation nationaux et étrangers, l'accréditation des organismes d'évaluation, la désignation par les pouvoirs publics, la reconnaissance unilatérale des résultats des évaluations de la conformité effectuées à l'étranger, et les déclarations des fabricants/fournisseurs. Une liste indicative décrivant ces différentes approches est présentée à l'annexe 5. Elle n'a pas pour but de prescrire une approche particulière que les Membres pourraient adopter car il est admis que l'approche adoptée dépend de la situation des Membres et des secteurs concernés. Les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux pourraient opter pour des approches différentes selon les secteurs ou appliquer plusieurs procédures dans chaque secteur, compte tenu de la diversité des procédures adoptées par les Membres et du niveau de risque associé, selon eux, à l'acceptation des résultats dans différents secteurs.

28. Le Comité est convenu d'inviter les Membres qui le souhaitent à fournir de plus amples renseignements sur les différents mécanismes utilisés sur leur territoire pour l'acceptation des résultats des procédures d'évaluation de la conformité. Le Comité poursuivra l'examen des différentes approches afin de les analyser à la lumière des articles 5 et 6. Il a réaffirmé que, quelles que soient les procédures d'évaluation de la conformité choisies par les organismes du gouvernement central, conformément à l'article 5.1, 5.2 et 5.6 à 5.9, celles-ci doivent être non discriminatoires et transparentes et doivent éviter de créer des obstacles non nécessaires au commerce. Ces règles s'appliquaient également aux procédures d'évaluation de la conformité adoptées par des institutions publiques locales et des organismes non gouvernementaux et aux systèmes internationaux et régionaux, conformément aux articles 7, 8 et 9. Le Comité a fait observer par ailleurs que l'adoption, par les pays exportateurs et les pays importateurs, de mécanismes d'évaluation différents pour des catégories particulières de produits pouvait soulever des difficultés dans certains cas. Les Membres ont été encouragés à aborder ces problèmes en coopérant pour trouver des solutions appropriées.

29. Le Comité a noté en outre que, pour œuvrer à l'harmonisation des pratiques et des critères sur la base la plus large possible, il fallait que les Membres participent pleinement, dans les limites de leurs ressources, à l'élaboration de normes, guides et recommandations internationaux concernant les procédures d'évaluation de la conformité (conformément à l'article 5.4), et que les organismes d'évaluation participent, si possible, aux programmes des systèmes internationaux visant à instaurer la confiance dans le cadre de tous les régimes et à vérifier les compétences.

30. Conformément aux articles 5.4, 6.1, 7, 8 et 9, le Comité a réaffirmé qu'il était important d'utiliser les guides, normes et recommandations pertinents établis par les organismes internationaux à activité normative concernant les procédures d'évaluation de la conformité. Il a été reconnu que le respect des prescriptions qui y sont énoncées était un bon critère pour évaluer les compétences techniques et les performances des organismes d'évaluation de la conformité, pour faire en sorte que les résultats de leurs évaluations soient crédibles et dignes de confiance. En conséquence, l'utilisation de ces guides, normes et recommandations pouvait servir de base à la reconnaissance de la compétence des organismes d'évaluation, pouvait faciliter l'acceptation des résultats des évaluations de la conformité et pouvait favoriser l'adoption d'une approche harmonisée des procédures en la matière.

31. Le Comité a noté que, outre les guides, normes et recommandations pertinents établis par les organismes internationaux à activité normative, il existait des documents de référence établis par des systèmes d'évaluation internationaux ou régionaux, qui pouvaient influencer sur les résultats de l'évaluation de la conformité. Le Comité a souligné qu'il fallait veiller à ce que ces documents soient élaborés de manière transparente, ouverte et impartiale.

32. Le Comité a noté que certains Membres considéraient qu'une déclaration de conformité établie par un fournisseur, lorsqu'elle était utilisée à bon escient, pour certains secteurs, était une manière plus simple d'obtenir une assurance de la conformité. Du point de vue du fabricant, une déclaration du fournisseur assurait une certaine souplesse et un traitement non discriminatoire dans le choix du lieu où se dérouleraient les essais ou d'autres procédures d'évaluation de la conformité, et elle réduisait l'incertitude liée à l'obligation de confier les essais à des laboratoires désignés établis à l'étranger, ainsi que les coûts y afférents. De plus, l'utilisation d'une déclaration de conformité du fournisseur pouvait être, pour les autorités de réglementation, un moyen économique et efficace de vérifier si les prescriptions réglementaires et les objectifs légitimes de politique générale sont respectés. Le Comité a fait observer que ces avantages pouvaient être renforcés si l'on appliquait des mesures propres à dissuader les fournisseurs de ne pas respecter les prescriptions en matière d'évaluation de la conformité, telles que des amendes, et si l'on permettait aux acteurs du marché d'informer les autorités des cas où ils estiment que les prescriptions ne sont pas respectées.

33. Le Comité a cependant reconnu que les déclarations des fournisseurs n'étaient pas toujours appropriées. Il fallait tenir compte des caractéristiques particulières du secteur, des risques liés au produit en question, des problèmes sanitaires, de la sécurité des consommateurs et des questions d'environnement. À cet égard, il était utile de mettre en place un cadre législatif approprié, prévoyant notamment des sauvegardes contre les produits dangereux non conformes, telles que des lois sur la surveillance du marché et la responsabilité du fait des produits. Le Comité a noté l'absence d'infrastructure appropriée chez certains Membres, en particulier dans les pays en développement Membres. Il a invité les Membres qui le souhaitent à continuer d'échanger des renseignements sur leur expérience de l'utilisation des déclarations des fournisseurs. Ces renseignements pouvaient comprendre: une indication des secteurs/catégories de produits pour lesquels une déclaration de conformité du fournisseur est utilisée en liaison avec les règlements techniques et les normes; une définition plus précise des conditions permettant d'utiliser efficacement cette méthode et des coûts y afférents; des considérations sur les raisons pour lesquelles cette méthode pourrait être inappropriée du point de vue réglementaire; et une indication de l'infrastructure technique requise pour recourir à cette méthode.

34. En ce qui concerne les ARM, visés à l'article 6, le Comité a noté l'importance de la compétence technique, de l'ouverture et de l'établissement d'un lien avec les besoins en matière de réglementation et de marché, pour que ces accords facilitent l'accès aux marchés; de plus, ils devaient être axés sur certains domaines présentant un intérêt commercial. L'utilisation des normes, guides et recommandations internationaux pertinents concernant l'évaluation de la conformité, et de procédures d'évaluation harmonisées pouvait faciliter la conclusion d'ARM à différents niveaux. Le Comité a réaffirmé qu'il était important que les Membres notifient les accords de reconnaissance mutuelle, conformément à l'article 10.7. À cet égard, il a noté que 29 notifications seulement avaient été présentées depuis l'entrée en vigueur de l'Accord. Il a noté en outre que les systèmes régionaux et internationaux d'évaluation de la conformité (mentionnés à l'article 9) pouvaient aider à résoudre les problèmes que la multiplicité des procédures d'essai, de certification/enregistrement posait aux négociants et aux industriels.

35. Le Comité a fait état d'un certain nombre de problèmes concernant l'évaluation de la conformité, exposés par les pays en développement Membres. Les exportateurs de ces pays, en particulier les PME, ont parfois été confrontés, sur leurs marchés extérieurs, à des prescriptions en matière d'évaluation de la conformité qu'il était difficile de respecter. Ces difficultés pouvaient être

dues au manque de ressources matérielles et techniques pour procéder à l'évaluation de la conformité au niveau national; au nombre insuffisant de laboratoires accrédités au niveau national ou régional, aux coûts élevés et aux difficultés juridiques liés à l'obtention d'une accréditation à l'étranger, et à la difficulté d'établir des organismes d'accréditation reconnus au plan international, de participer aux systèmes internationaux d'évaluation de la conformité, et de mettre en œuvre les guides ISO/CEI sur les procédures d'évaluation de la conformité. Le Comité a pris note de l'assistance technique et financière fournie aux pays en développement par un certain nombre d'organismes nationaux et internationaux, qui consiste notamment en la formation de praticiens de l'évaluation de la conformité, en programmes de formation axés sur l'établissement d'organismes d'accréditation et de certification, en l'élaboration de stratégies d'assurance de la qualité à l'intention des décideurs, des praticiens de l'évaluation de la conformité et de l'industrie et dans le financement de la participation des pays en développement aux réunions régionales et internationales des systèmes d'évaluation de la conformité. Le Comité a également pris note des initiatives prises au niveau régional pour répondre aux préoccupations communes relatives à l'évaluation de la conformité, comme la mise en commun de ressources pour faciliter l'accréditation au niveau régional, et à terme, au niveau international.

36. Le Comité a noté qu'il fallait beaucoup de temps à un pays pour mettre en place un système national d'évaluation de la conformité. Une infrastructure différente pouvait être nécessaire aux différents stades du processus et en fonction des différents besoins sectoriels. Les pays en développement devaient établir des priorités concernant les éléments de base de l'infrastructure nationale d'évaluation de la conformité. L'assistance technique dans ce domaine était un processus évolutif, car il fallait développer les compétences et les institutions sur une longue période. Pour créer une structure nationale d'évaluation de la conformité capable, à terme, de faciliter la reconnaissance des résultats de l'évaluation, il était important de sensibiliser les intéressés et d'élaborer une stratégie nationale de gestion de la qualité. Une assistance pour la mise en œuvre des guides et normes internationaux pertinents pouvait être utile pour que les pays importateurs se fient à la compétence des organismes d'évaluation de la conformité, et pour faciliter la négociation d'ARM et la participation aux systèmes internationaux. Ce type d'assistance technique pouvait être renforcé par une coopération régionale et internationale.

E. RÈGLEMENTS TECHNIQUES

37. Lors du premier examen triennal, le Comité avait réaffirmé qu'une bonne pratique réglementaire pour l'élaboration, l'adoption et l'application de règlements techniques était une priorité pour faciliter les échanges. Les Membres avaient été invités à décrire leur approche des règlements techniques. Plusieurs Membres avaient présenté des communications décrivant leurs pratiques réglementaires. Le Comité est convenu de poursuivre l'échange de renseignements à cet égard.

38. Le Comité a noté qu'en ayant moins recours aux règlements techniques obligatoires et en utilisant des normes internationales facultatives, lorsque les circonstances le permettent, au lieu d'élaborer des normes nationales séparées, il était possible d'alléger le poids de la réglementation et d'élargir les possibilités d'accès aux marchés. Le Comité a réaffirmé que, conformément à l'article 2.4, dans les cas où des règlements techniques sont requis, les Membres devaient utiliser les normes internationales ou leurs éléments pertinents comme base de leurs règlements techniques, sauf si ces normes internationales ou ces éléments étaient inefficaces ou inappropriés pour réaliser les objectifs légitimes recherchés. Le Comité a également réaffirmé qu'il importait que les Membres envisagent de manière positive d'accepter comme équivalents les règlements techniques des autres Membres, conformément à l'article 2.7.

F. ASSISTANCE TECHNIQUE ET TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ

39. Lors du premier examen triennal, le Comité avait eu des discussions sur l'assistance technique et le traitement spécial et différencié et avait noté que certains Membres, en particulier les pays en

développement Membres, rencontraient des difficultés dans la mise en œuvre et le fonctionnement de l'Accord. Les Membres avaient été invités à échanger des renseignements sur leurs programmes d'assistance technique nationaux et régionaux. Les Membres qui demandent une assistance technique avaient été invités à indiquer au Comité toutes les difficultés auxquelles ils se heurtaient dans la mise en œuvre et le fonctionnement de l'Accord ainsi que le type d'assistance technique dont ils pouvaient avoir besoin. À la suite de cela, un atelier sur l'assistance technique et le traitement spécial et différencié a été organisé en juillet 2000. Le Comité a jugé que les résultats de l'atelier étaient positifs et il a pris note des besoins et des problèmes identifiés, des solutions proposées, et des renseignements sur les activités d'assistance technique entreprises ou prévues par les organisations et les pays donateurs.

40. Le Comité a reconnu qu'il fallait trouver des solutions adaptées aux priorités et aux besoins spécifiques identifiés par des pays ou des groupes de pays en développement Membres, de façon à ce qu'ils puissent mettre en œuvre l'Accord de manière efficace et en en retirant un bénéfice. En conséquence, il fallait procéder à une évaluation au niveau national, en tenant compte de la situation particulière de chaque Membre. Une coordination efficace au niveau national entre les autorités, les organismes et les autres parties intéressées était indispensable pour déterminer l'infrastructure nécessaire et les besoins en la matière et pour définir des priorités.

41. Le Comité a observé que, conformément au mandat assigné par le Conseil général, le Directeur général avait été prié de contacter les organismes internationaux à activité normative et les organisations intergouvernementales compétents pour étudier des mécanismes financiers et techniques propres à faciliter la participation des pays en développement aux activités internationales de normalisation et pour déterminer les besoins d'assistance technique en matière d'OTC et la meilleure façon d'y répondre. En poursuivant ses travaux, le Comité a souligné qu'il fallait veiller à ce que ses activités complètent celles du Directeur général et des autres organes de l'OMC dans ce domaine, et ne fassent pas double emploi.

42. Le Comité a noté l'importance de la coordination et de la coopération entre les organisations et les pays donateurs. Il a pris note d'un certain nombre de programmes conjoints de renforcement des capacités faisant appel aux compétences et à l'expérience de différentes organisations.

43. Le Comité a reconnu l'importance du Cadre intégré pour l'assistance technique en faveur des pays les moins avancés et des travaux en cours dans d'autres organes de l'OMC, notamment le Conseil général et le Comité du commerce et du développement, et il est convenu que la coordination et la coopération entre le Comité et les autres organes compétents de l'OMC devaient être renforcées pour traiter efficacement la question de l'assistance technique liée au commerce dans le cadre de l'Accord OTC.

44. Le Comité a noté que l'assistance technique, y compris celle qui est prévue à l'article 11, pouvait être fournie à la fois au niveau national et au niveau régional. À cet égard, il a reconnu l'importance de la coopération dans le domaine de l'assistance technique et du renforcement des capacités, qui est un bon moyen d'accroître la confiance dans les compétences techniques. Le Comité a noté que l'assistance et la coopération techniques pouvaient être assurées de différentes façons, notamment par l'organisation de stages et de missions techniques, par la fourniture de services de consultants, par la formation d'experts internes et au moyen d'"accords de jumelage" entre institutions. Il a été reconnu que les ateliers et les séminaires étaient toujours importants pour faire connaître les avantages et les obligations découlant de l'Accord et favoriser la coordination entre les organismes compétents au niveau national aux fins de la mise en œuvre de l'Accord. Le Comité a également noté l'importance d'un dialogue direct entre les pays en développement au sujet des solutions apportées au niveau national à certains problèmes de mise en œuvre, et le rôle que les organisations régionales et internationales pouvaient jouer à cet égard.

45. Dans ce contexte, le Comité a reconnu qu'il fallait améliorer l'efficacité de l'assistance et de la coopération techniques et est convenu de s'appuyer sur les résultats de l'atelier organisé en juillet 2000 pour définir à cette fin des options réalistes et concrètes. L'objectif était d'élaborer un programme de coopération technique fondé sur la demande, en rapport avec l'Accord, en tenant compte des activités d'assistance technique en cours ou proposées, et en cherchant à renforcer la coopération et la coordination entre les donateurs afin de mieux cibler les besoins identifiés par les pays en développement Membres. Le Comité a invité les Membres qui le souhaitent à continuer de fournir des renseignements sur les programmes d'assistance technique qu'ils ont proposés ou exécutés, ou dont ils ont bénéficié.

46. Le Comité est convenu que le programme devait évoluer sur la base des éléments suivants: préparation d'une enquête avec l'aide des organisations internationales, régionales et bilatérales compétentes pour aider les pays en développement à identifier leurs besoins; identification par les pays en développement et les pays les moins avancés Membres de leurs besoins spécifiques dans le domaine des obstacles techniques au commerce, et définition des priorités; examen des activités d'assistance technique des organisations multilatérales, régionales et bilatérales pour élaborer des programmes d'assistance technique efficaces; renforcement de la coopération entre les donateurs; réévaluation des besoins en fonction des priorités convenues; identification des partenaires dans le domaine de l'assistance technique et examen des aspects financiers. Le Comité est convenu qu'il devait évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme dans le cadre du troisième examen triennal et qu'il devait rendre compte de ses travaux concernant le programme dans son rapport annuel au Conseil général.

47. Le Comité a en outre rappelé sa décision (G/TBT/1/Rev.6, page 24) relative à l'assistance technique, selon laquelle "l'assistance technique constituera un point permanent de l'ordre du jour du Comité et figurera à l'ordre du jour d'une réunion ordinaire du Comité lorsqu'un Membre en fera la demande conformément aux procédures établies".

G. AUTRES ÉLÉMENTS

48. Le Comité a noté que des préoccupations concernant l'étiquetage étaient fréquemment exprimées à ses réunions, au cours des discussions sur la mise en œuvre et le fonctionnement de l'Accord. À cet égard, le Comité a réaffirmé qu'il était important que toutes les prescriptions en la matière soient compatibles avec les disciplines de l'Accord et, en particulier, qu'elles ne devaient pas devenir des restrictions déguisées au commerce.

ANNEXE 1

ACTIVITÉS ORGANISÉES PAR LE COMITÉ PENDANT LA PÉRIODE 1998-2000

A. ATELIER ET RÉUNION EXTRAORDINAIRE SUR LES PROCÉDURES D'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS, TENUS LE 14 SEPTEMBRE 1998

1. Des représentants des administrations nationales, notamment des pays en développement et des pays les moins avancés, responsables de l'échange de renseignements ont assisté à l'atelier, au cours duquel les dispositions de l'Accord relatives à la transparence ont été passées en revue et plusieurs exposés relatant les expériences nationales et régionales concernant les points d'information et les procédures de notification ont été présentés. L'importance de la communication de renseignements à l'industrie a été soulignée. Un certain nombre de difficultés et de problèmes rencontrés par les points d'information nationaux et concernant les procédures de notifications ont été examinés et des propositions ont été faites pour améliorer la situation, tendant notamment à renforcer l'échange électronique de données et l'assistance technique. Les représentants de plusieurs pays en développement Membres ont exposé les problèmes qu'ils rencontraient dans leurs efforts pour sensibiliser les organismes gouvernementaux et les industries nationales à l'importance de l'Accord et pour leur faire mieux connaître les avantages et les obligations qui en découlent, et ils ont demandé une assistance technique sous la forme d'ateliers et de séminaires. Certains points d'information ont eu des difficultés à gérer le volume considérable de données, à coordonner leurs activités avec celles des autorités compétentes chargées de la réglementation et à fournir des renseignements aux parties intéressées. Pour surmonter ces difficultés, il a été suggéré d'entreprendre un effort global associant, de façon coordonnée, les autorités chargées de la réglementation, les institutions publiques centrales et locales compétentes, les points d'information et le secteur privé. Il a également été suggéré d'intensifier la coopération au niveau régional.

B. SÉANCE D'INFORMATION AVEC LES ORGANISMES S'OCCUPANT DE L'ÉLABORATION DES NORMES INTERNATIONALES, TENUE LE 19 NOVEMBRE 1998

2. La séance avait pour objectif de faire mieux connaître aux Membres les activités des organismes s'occupant de l'élaboration des normes internationales, d'amener ces organismes à tenir compte des discussions du Comité sur les normes internationales et de faire mieux comprendre le rôle des normes internationales dans le cadre de l'Accord. Dix organisations étaient invitées (FAO, Commission FAO/OMS du Codex, CEI, ISO, OIE, OIML, UIT, OCDE, CEE/ONU, et OMS). Elles ont présenté au Comité les différentes approches et procédures adoptées dans le cadre de leurs activités de normalisation (composition et réunions, esprit d'ouverture dans l'élaboration des programmes, procédures relatives à la transparence, à la présentation d'observations et à la prise de décisions, application des normes adoptées, coordination et coopération avec d'autres organismes au niveau international).

C. SYMPOSIUM SUR LES PROCÉDURES D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ, TENU LES 8 ET 9 JUIN 1999

3. Ce symposium avait pour but de faire mieux comprendre la question de l'évaluation de la conformité aux membres du Comité. L'un des objectifs était d'examiner comment l'Accord pouvait contribuer à la réduction des obstacles au commerce résultant de la multiplicité des prescriptions en matière d'essai et de certification. Des experts venus d'entreprises, de laboratoires d'essais, d'organismes d'inspection, de certification, d'accréditation, de métrologie et de normalisation et de systèmes régionaux et internationaux avaient été invités pour présenter des exposés ou participer à des

groupes de discussion. (Parmi eux figuraient des représentants des organisations suivantes: ISO, CEI, OIML, ILAC, IAF, OCDE, BIPM, APLAC, EA, IAAC, PAC, SADCA et FSC.) Des renseignements ont été donnés sur les différents types de procédures d'évaluation de la conformité existants, sur les accords de reconnaissance mutuelle, sur les guides/normes internationaux pertinents, sur les systèmes régionaux/internationaux et sur l'assistance technique qui pourrait être fournie aux pays en développement dans ce domaine.

D. ATELIER SUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE ET LE TRAITEMENT DIFFÉRENCIÉ DANS LE CADRE DE L'ACCORD OTC, TENU LES 19 ET 20 JUILLET 2000

4. Cet atelier avait pour but de permettre aux Membres qui ont besoin d'une assistance technique de faire connaître aux autres Membres et aux organisations compétentes les difficultés qu'ils rencontraient dans la mise en œuvre et le fonctionnement de l'Accord et le genre d'assistance technique dont ils ont besoin. Dans le même temps, les Membres et les organisations internationales qui fournissent une assistance technique dans le domaine des obstacles techniques au commerce ont pu communiquer au Comité des renseignements sur leurs programmes d'assistance technique. L'objectif était d'aider à mieux cibler l'assistance technique, à éviter les chevauchements et à promouvoir la coopération et la coordination entre les organisations et les Membres donateurs, afin de mettre sur pied des programmes d'assistance technique concrets et efficaces dans les différents domaines relatifs à l'Accord. Parmi les intervenants et les participants invités, il y avait des représentants d'organismes nationaux et régionaux ainsi que des organisations suivantes: ISO, CEI, FAO/CODEX, PASC, ILAC, IAF, ONUDI, OIML, Banque interaméricaine de développement, Banque mondiale, CCI et OEA. La discussion, axée sur la recherche de solutions concrètes, a porté sur les quatre points suivants: mise en œuvre et administration de l'Accord; normes internationales; procédures d'évaluation de la conformité; et renforcement des capacités. Elle a mis en lumière les difficultés réelles rencontrées par les pays en développement pour faire valoir leurs droits et satisfaire à leurs obligations au regard de l'Accord. Les difficultés et les besoins des pays en développement Membres ont été identifiés, des solutions possibles ont été proposées, et des renseignements ont été fournis au sujet des programmes d'assistance technique des organisations et des pays donateurs

ANNEXE 2

MISE EN ŒUVRE DES ARTICLES 15.2 ET 10.1 DE L'ACCORD

(au 10 novembre 2000)

Membre	Point d'information (notifié)	Notification au titre de l'article 15.2
Afrique du Sud	X	G/TBT/2/Add.60
Allemagne	X	G/TBT/2/Add.12/Rev.1
Angola		
Antigua et Barbuda		
Argentine	X	G/TBT/2/Add.21 et Suppl.2
Australie	X	G/TBT/2/Add.8
Autriche	X	G/TBT/2/Add.12/Rev.1
Bahreïn	X	G/TBT/2/Add.19
Bangladesh		
Barbade	X	G/TBT/2/Add.48
Belgique	X	G/TBT/2/Add.12/Rev.1
Belize	X	
Bénin	X	
Bolivie	X	G/TBT/2/Add.43 et Suppl.1
Botswana	X	
Brésil	X	G/TBT/2/Add.26
Brunéi Darussalam		
Bulgarie	X	G/TBT/2/Add.32
Burkina Faso		
Burundi	X	
Cameroun	X	
Canada	X	G/TBT/2/Add.6
Chili	X	G/TBT/2/Add.16 et Suppl.1
Chypre	X	G/TBT/2/Add.46
Colombie	X	G/TBT/2/Add.18
Communautés européennes	X	G/TBT/2/Add.12/Rev.1
Congo		
Corée	X	G/TBT/2/Add.28
Costa Rica	X	G/TBT/2/Add.51
Côte d'Ivoire	X	
Cuba	X	G/TBT/2/Add.13
Danemark	X	G/TBT/2/Add.12/Rev.1
Djibouti	X	

Membre	Point d'information (notifié)	Notification au titre de l'article 15.2
Dominique		
Égypte	X	G/TBT/2/Add.34
El Salvador	X	
Émirats arabes unis	X	
Équateur	X	
Espagne	X	G/TBT/2/Add.12/Rev.1
Estonie	X	G/TBT/2/Add.58
États-Unis	X	G/TBT/2/Add.2
Fidji	X	
Finlande	X	G/TBT/2/Add.12/Rev.1
France	X	G/TBT/2/Add.12/Rev.1
Gabon		
Gambie		
Géorgie	X	
Ghana	X	
Grèce	X	G/TBT/2/Add.12/Rev.1
Grenade		
Guatemala		
Guinée, Rép. de		
Guinée-Bissau		
Guyana		
Haïti		
Honduras	X	G/TBT/2/Add.50
Hong Kong, Chine	X	G/TBT/2/Add.1
Hongrie	X	G/TBT/2/Add.41
Îles Salomon		
Inde	X	G/TBT/2/Add.56
Indonésie	X	G/TBT/2/Add.3
Irlande	X	G/TBT/2/Add.12/Rev.1
Islande	X	G/TBT/2/Add.55
Israël	X	
Italie	X	G/TBT/2/Add.12/Rev.1
Jamaïque	X	G/TBT/2/Add.57
Japon	X	G/TBT/2/Add.10
Jordanie	X	G/TBT/2/Add.61
Kenya	X	
Koweït		
Lesotho		
Lettonie	X	G/TBT/2/Add.52

Membre	Point d'information (notifié)	Notification au titre de l'article 15.2
Liechtenstein	X	G/TBT/2/Add.36
Luxembourg	X	G/TBT/2/Add.12/Rev.1
Macao	X	G/TBT/2/Add.30
Madagascar		
Malaisie	X	G/TBT/2/Add.9
Malawi	X	
Maldives		
Mali	X	
Malte	X	
Maroc	X	G/TBT/2/Add.39
Maurice	X	G/TBT/2/Add.40
Mauritanie		
Mexique	X	G/TBT/2/Add.14
Mongolie	X	G/TBT/2/Add.44
Mozambique	X	
Myanmar	X	
Namibie	X	G/TBT/2/Add.42
Nicaragua	X	
Niger	X	
Nigéria	X	G/TBT/2/Add.20
Norvège	X	G/TBT/2/Add.15/Rev.1
Nouvelle-Zélande	X	G/TBT/2/Add.24
Oman		
Ouganda	X	G/TBT/2/Add.23
Pakistan	X	G/TBT/2/Add.45
Panama	X	G/TBT/2/Add.53 + Corr.1
Papouasie-Nouvelle-Guinée	X	
Paraguay		
Pays-Bas	X	G/TBT/2/Add.12/Rev.1
Pérou	X	G/TBT/2/Add.29
Philippines	X	G/TBT/2/Add.11
Pologne	X	G/TBT/2/Add.31/Rev.1
Portugal	X	G/TBT/2/Add.12/Rev.1
Qatar		
République centrafricaine		
République démocratique du Congo		
République dominicaine	X	
République kirghize	X	G/TBT/2/Add.59
République slovaque	X	G/TBT/2/Add.4

Membre	Point d'information (notifié)	Notification au titre de l'article 15.2
République tchèque	X	G/TBT/2
Roumanie	X	G/TBT/2/Add.17 et Corr.1
Royaume-Uni	X	G/TBT/2/Add.12/Rev.1
Rwanda		
Saint-Kitts-et-Nevis		
Saint-Vincent-et-les Grenadines		
Sainte-Lucie	X	G/TBT/2/Add.37
Sénégal		
Sierra Leone		
Singapour	X	G/TBT/2/Add.25
Slovénie	X	G/TBT/2/Add.5 et Suppl.1
Sri Lanka	X	G/TBT/2/Add.27
Suède	X	G/TBT/2/Add.12/Rev.1
Suisse	X	G/TBT/2/Add.7
Suriname		
Swaziland	X	G/TBT/2/Add.35
Tanzanie	X	
Tchad		
Thaïlande	X	G/TBT/2/Add.38
Togo		
Trinité-et-Tobago	X	G/TBT/2/Add.47
Tunisie	X	G/TBT/2/Add.22
Turquie	X	G/TBT/2/Add.33
Uruguay	X	G/TBT/2/Add.54
Venezuela		
Zambie	X	
Zimbabwe	X	G/TBT/2/Add.49
TOTAL DES MEMBRES = 139	103	77

ANNEXE 3

DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES PROCÉDURES DE NOTIFICATION ET D'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS¹

I. PROCÉDURES DE NOTIFICATION

1. Mode de présentation et directives

Contexte et objectif

Les procédures de notification prévues par l'Accord ont constamment fait l'objet d'un examen de la part du Comité. Afin d'assurer le fonctionnement uniforme et efficace de ces procédures, le Comité est convenu du mode de présentation et des directives ci-après.

Recommandation

- a) Les renseignements figurant dans la notification devraient être aussi complets que possible et aucune rubrique ne devrait être laissée en blanc. Si nécessaire, il conviendrait d'ajouter les mentions "non connu" ou "non spécifié".
- b) Les notifications peuvent être transmises par courrier électronique au Répertoire central des notifications de l'OMC à l'adresse suivante: crn@wto.org

Décisions concernant les renseignements devant figurer dans les notifications

Note: Les numéros ci-dessous correspondent aux rubriques du modèle de présentation des notifications (G/TBT/Notif.).

Titre de la rubrique	Description
1. Membre de l'Accord adressant la notification	Gouvernement, y compris les autorités compétentes des Communautés européennes, qui a accédé à l'Accord et qui présente la notification. Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2).
2. Organisme responsable	Organisme qui a élaboré un projet de règlement technique ou de procédures d'évaluation de la conformité, ou qui édictera un règlement ou des procédures. L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné.

¹ Les modifications apportées aux décisions et recommandations figurant dans le document G/TBT/1/Rev.6 sont indiquées en gras.

Titre de la rubrique	Description
3. Article au titre duquel est faite la notification	<p>Disposition de l'Accord applicable en la matière:</p> <p>Article 2.9.2: projet de règlement technique émanant d'une institution du gouvernement central.</p> <p>Article 2.10.1: règlement technique adopté pour des problèmes urgents par une institution du gouvernement central.</p> <p>Article 3.2: règlement technique projeté ou règlement technique adopté pour des problèmes urgents par des pouvoirs publics locaux (se situant directement au-dessous du gouvernement central).</p> <p>Article 5.6.2: procédures d'évaluation de la conformité projetées par une institution du gouvernement central.</p> <p>Article 5.7.1: procédures d'évaluation de la conformité adoptées pour des problèmes urgents par une institution du gouvernement central.</p> <p>Article 7.2: procédures d'évaluation de la conformité projetées ou procédures d'évaluation de la conformité adoptées pour des problèmes urgents par des pouvoirs publics locaux (se situant directement au-dessous du gouvernement central).</p> <p>Autres articles au titre desquels la notification peut être faite dans les cas d'urgence qui y sont indiqués:</p> <p>Article 8.1: procédures d'évaluation de la conformité adoptées par un organisme non gouvernemental.</p> <p>Article 9.2: procédures d'évaluation de la conformité adoptées par une organisation internationale ou régionale.</p>
4. Produits visés	<p>Le cas échéant, chapitre et position du SH ou de la NCCD. Position du tarif national si elle est différente de celle du SH ou de la NCCD. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant. Il importe de désigner clairement les produits pour permettre aux délégations et aux traducteurs de comprendre la notification. On évitera les abréviations.</p>
5. Intitulé et nombre de pages du texte notifié	<p>Intitulé du règlement technique ou des procédures d'évaluation de la conformité projetés ou adoptés qui sont notifiés. Nombre de pages du texte notifié. Langue(s) dans laquelle ou lesquelles les textes notifiés sont disponibles. Il conviendrait d'indiquer s'il est prévu de traduire les textes et également s'ils ont été traduits sous forme de résumé.</p>

Titre de la rubrique	Description
6. Teneur	Résumé du règlement technique ou des procédures d'évaluation de la conformité projetés ou adoptés, indiquant clairement leur teneur. Il importe de donner une description claire et compréhensible indiquant les principaux éléments du règlement technique ou des procédures d'évaluation de la conformité projetés ou adoptés pour permettre aux délégations et aux traducteurs de comprendre la notification. On évitera les abréviations.
7. Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant	Par exemple, santé, sûreté, sécurité nationale, etc.
8. Documents pertinents	<ol style="list-style-type: none"> 1) Publication dans laquelle paraît l'avis, date et numéro de référence. 2) Projet et document de base (avec numéro de référence ou autre désignation précise) auquel le projet se rapporte. 3) Publication dans laquelle paraîtra le projet lorsqu'il aura été adopté. 4) Indiquer si possible la norme internationale pertinente. <p>Si les documents ne sont pas fournis gratuitement, prière de l'indiquer.</p>
9. Dates projetées pour l'adoption et l'entrée en vigueur	Date à laquelle le règlement technique ou les procédures d'évaluation de la conformité seront normalement adoptés, et date à partir de laquelle il est projeté ou il a été décidé d'appliquer les prescriptions du règlement technique ou des procédures d'évaluation de la conformité, compte tenu des dispositions de l'article 2.12.
10. Date limite pour la présentation des observations	Date limite pour laquelle les Membres peuvent présenter des observations conformément aux articles 2.9.4, 2.10.3, 3.1 (en relation avec l'article 2.9.4 et 2.10.3), 5.6.4, 5.7.3 et 7.1 (en relation avec l'article 5.6.4 et 5.7.3) de l'Accord. Il conviendrait de donner une date précise. Le Comité a recommandé un délai normal de 60 jours pour la présentation des observations. Tout Membre qui est en mesure d'accorder un délai supérieur à 60 jours est encouragé à le faire. Les Membres sont invités à signaler tout report de la date limite pour la présentation des observations.
11. Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu	Si le texte peut être obtenu auprès du point national d'information, cocher la case appropriée. S'il peut être obtenu auprès d'un autre organisme, indiquer l'adresse, le courrier électronique et le numéro de télex ou de téléfax de cet organisme. Si le texte peut être obtenu sur un site Web, indiquer l'adresse de ce site. Cela étant, ces indications ne sauraient en aucune façon décharger le point d'information concerné des responsabilités qui lui incombent au titre des dispositions de l'article 10 de l'Accord.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.

(00-0000)

Comité des obstacles techniques
au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Le nom et l'adresse (y compris les numéros de téléphone et de télécopie, et, le cas échéant, l'adresse électronique et l'adresse du site Web) de l'organisme ou de l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doivent être indiqués si l'organisme ou l'autorité en question est différent de l'organisme susmentionné:
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant):
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié:
6.	Teneur:
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant:
8.	Documents pertinents:
9.	Date projetée pour l'adoption: Date projetée pour l'entrée en vigueur:
10.	Date limite pour la présentation des observations:
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [] ou adresse, numéros de téléphone et de télécopie , et, le cas échéant , adresse électronique et adresse du site Web , d'un autre organisme:

2. Délai de présentation des observations

Contexte

Le Comité prévoit les délais suivants pour la présentation des observations concernant les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité qui ont été notifiés.

Recommandation

Le délai normal de présentation des observations devrait être de 60 jours. Tout Membre qui est en mesure d'accorder un délai supérieur à 60 jours, **par exemple un délai de 90 jours**, est encouragé à le faire, **et est prié de l'indiquer dans la notification**.

3. Liste mensuelle des notifications présentées

Contexte et objectif

Pour donner un aperçu des notifications présentées, le Comité est convenu de la procédure suivante.

Décision

Il est demandé au Secrétariat d'établir un tableau mensuel des notifications présentées, indiquant le numéro des notifications, les Membres qui les ont présentées, les articles au titre desquels elles ont été présentées, les produits visés, les objectifs et les dates limites pour la présentation d'observations.

4. Développement de la transmission électronique de renseignements

Contexte et objectif

L'utilisation plus large d'Internet peut faciliter l'obtention et l'échange de renseignements par les Membres. Cela permettrait en outre de laisser beaucoup plus de temps pour présenter les notifications, obtenir et traduire les documents pertinents, et présenter des observations. Pour faciliter l'accès des Membres aux renseignements et pour renforcer le processus de notification, eu égard notamment au temps nécessaire pour la publication et la distribution des notifications par le Secrétariat, le Comité a adopté la décision suivante.

Décision

Pour présenter des notifications, les Membres devraient, dans la mesure du possible, télécharger le formulaire, le remplir et le renvoyer par courrier électronique au Secrétariat. Le Comité continuera d'étudier des moyens de réduire le temps nécessaire pour la communication, la publication et la distribution des notifications et d'examiner les mesures à prendre pour faciliter la transmission électronique de renseignements entre les Membres, en complément de l'échange de renseignements sur papier.

II. PROCÉDURES D'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS

1. Réunions régulières

Contexte et objectif

Afin de donner aux Membres la possibilité de débattre des activités et des problèmes touchant à l'échange de renseignements **et d'examiner périodiquement le fonctionnement des procédures de notification**, le Comité a pris la décision ci-après.

Décision

Des réunions des personnes chargées de l'échange de renseignements, y compris les responsables des points d'information **et des notifications** auront lieu régulièrement, à raison d'une fois tous les deux ans. Les représentants des observateurs intéressés seront invités à participer à ces réunions. Celles-ci ne traiteront que de questions techniques, laissant au Comité lui-même le soin d'examiner les questions de politique générale.

ANNEXE 4

DÉCISION DU COMITÉ SUR LES PRINCIPES DEVANT RÉGIR L'ÉLABORATION DE NORMES, GUIDES ET RECOMMANDATIONS INTERNATIONAUX EN RAPPORT AVEC LES ARTICLES 2 ET 5 ET L'ANNEXE 3 DE L'ACCORD

1. Les principes et procédures ci-après devraient être observés lors de l'élaboration de normes, guides et recommandations internationaux (comme cela est stipulé aux articles 2 et 5 et à l'annexe 3 de l'Accord OTC pour l'élaboration de règlements techniques obligatoires, de procédures d'évaluation de la conformité et de normes facultatives) afin de garantir la transparence, l'ouverture, l'impartialité et le consensus, l'efficacité, la pertinence et la cohérence, et de tenir compte des préoccupations des pays en développement.

2. Ces principes devraient également être observés lorsque des organismes internationaux à activité normative délèguent, dans le cadre d'accords ou de contrats, des travaux techniques ou une partie de l'élaboration de normes internationales à d'autres organisations compétentes, notamment à des organismes régionaux.

B. TRANSPARENCE

3. Les renseignements essentiels sur les programmes de travail en cours, sur les propositions de normes, guides et recommandations à l'étude et sur les résultats finaux devraient être accessibles au moins à toutes les parties intéressées du ressort territorial d'au moins tous les Membres de l'OMC. Des procédures devraient être établies afin de ménager un délai suffisant et des possibilités adéquates pour la présentation d'observations par écrit. Les renseignements sur ces procédures devraient être diffusés de façon effective.

4. Les procédures à suivre pour assurer la transparence lors de la communication des renseignements essentiels devraient prévoir au moins:

- la publication d'un avis, assez tôt pour permettre aux parties intéressées d'en prendre connaissance, selon lequel l'organisme international à activité normative envisage d'élaborer une norme particulière;
- la présentation aux membres de l'organisme international à activité normative au moyen des mécanismes établis, d'une notification ou d'une communication décrivant brièvement le champ d'application de la norme projetée, son objectif et sa raison d'être. Ces notifications seront faites assez tôt, lorsque des modifications peuvent encore être apportées et que les observations peuvent encore être prises en considération;
- la fourniture sans délai, sur demande, aux membres de l'organisme international à activité normative, du texte de la norme projetée;
- un délai raisonnable pour permettre aux parties intéressées du ressort territorial d'au moins tous les membres de l'organisme international à activité normative de présenter leurs observations par écrit et pour tenir compte de ces observations écrites dans l'examen de la norme;
- la publication dans les moindres délais de la norme qui aura été adoptée;

- la publication régulière d'un programme de travail donnant des renseignements sur les normes qui sont en cours d'élaboration ou sur le point d'être adoptées.

5. Il est reconnu que la publication et la communication électroniques par Internet des avis, des notifications, des projets de normes, des observations, des normes adoptées ou des programmes de travail, si elle est praticable, peut être un moyen de faire en sorte que les renseignements soient fournis en temps voulu. Cependant, il est reconnu aussi que les moyens techniques requis peuvent parfois faire défaut, en particulier dans les pays en développement. Il est donc important de mettre en place des procédures permettant de fournir, sur demande, une version papier de ces documents.

C. OUVERTURE

6. Les organismes compétents d'au moins tous les Membres de l'OMC devraient pouvoir devenir membres, sans discrimination, d'organismes internationaux à activité normative. Ils devraient notamment pouvoir participer, sans discrimination, à la définition des orientations et à toutes les étapes de l'élaboration des normes, telles que:

- la proposition et l'acceptation de nouveaux thèmes de travail;
- l'examen technique des propositions;
- la présentation d'observations sur les projets pour qu'elles soient prises en considération;
- l'examen des normes existantes;
- le vote et l'adoption des normes;
- la diffusion des normes adoptées.

7. Tout membre de l'organisme international à activité normative, en particulier les pays en développement membres, intéressés par une activité normative particulière, devrait avoir d'amples possibilités de participer à toutes les étapes de l'élaboration de normes. La participation des organismes à activité normative du ressort territorial d'un Membre de l'OMC, qui ont accepté le Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes par les organismes à activité normative (annexe 3 de l'Accord OTC), à une activité normative internationale particulière aura lieu, chaque fois que cela sera possible, par l'intermédiaire d'une délégation représentant tous les organismes à activité normative du territoire qui ont adopté, ou prévoient d'adopter, des normes concernant la matière visée par l'activité normative internationale. Cela montre qu'il est important de participer au processus de normalisation internationale pour que les intérêts de toutes les parties soient pris en compte.

D. IMPARTIALITÉ ET CONSENSUS

8. Tous les organismes compétents des Membres de l'OMC devraient avoir d'amples possibilités de contribuer à l'élaboration de normes internationales pour faire en sorte que le processus d'élaboration des normes ne privilégie pas, ou ne favorise pas les intérêts d'un fournisseur, d'un pays ou d'une région en particulier. Il faudrait établir des procédures de consensus qui tiennent compte des avis de toutes les parties concernées et concilient les arguments opposés.

9. L'impartialité devrait être de rigueur tout au long du processus d'élaboration des normes, notamment en ce qui concerne:

- la participation aux travaux;
- la présentation d'observations sur les projets;
- l'examen des opinions exprimées et des observations faites;
- la prise de décision par consensus;
- l'obtention de renseignements et de documents;
- la diffusion des normes internationales;
- le prix des documents;
- le droit de transposer une norme internationale dans une norme régionale ou nationale;
- la révision des normes internationales.

D. EFFICACITÉ ET PERTINENCE

10. Pour servir les intérêts des Membres de l'OMC facilitant les échanges internationaux et en évitant les obstacles non nécessaires au commerce, les normes internationales doivent être pertinentes et doivent répondre efficacement aux besoins de la réglementation et du marché, en tenant compte des progrès scientifiques et technologiques réalisés dans différents pays. Elles ne devraient pas fausser le marché mondial, ni avoir un effet préjudiciable sur la concurrence loyale ou entraver l'innovation et le progrès technologique. Elles ne devraient pas non plus privilégier les caractéristiques ou les exigences de certains pays ou de certaines régions quand il existe des besoins ou des intérêts différents dans d'autres pays ou régions. Lorsque cela est possible, les normes internationales devraient être définies en fonction des propriétés d'emploi des produits plutôt qu'en fonction de leur conception ou de leurs caractéristiques descriptives.

11. Il est donc important que les organismes internationaux à activité normative:

- tiennent compte, dans l'élaboration des normes, des besoins réglementaires ou commerciaux pertinents, si cela est possible, et approprié, et des progrès scientifiques et technologiques;
- mettent en place des procédures pour identifier et examiner les normes devenues, pour diverses raisons, obsolètes, inappropriées ou inefficaces;
- mettent en place des procédures permettant d'améliorer la communication avec l'Organisation mondiale du commerce.

E. COHÉRENCE

12. Pour éviter d'élaborer des normes internationales contradictoires, les organismes internationaux à activité normative doivent faire en sorte qu'il n'y ait pas de duplication ou de chevauchement entre leurs travaux et ceux d'autres organismes internationaux à activité normative.

La coopération et la coordination avec les autres organismes internationaux compétents sont indispensables à cet égard.

F. DIMENSION DÉVELOPPEMENT

13. Les contraintes qui pèsent sur les pays en développement, en particulier celles qui les empêchent de participer efficacement à l'élaboration des normes, devraient être prises en considération dans le cadre des activités normatives. Il faudrait chercher des moyens concrets de faciliter leur participation à l'élaboration des normes internationales. Un processus de normalisation international ne peut être impartial et ouvert que si les pays en développement n'en sont pas exclus de fait. Pour améliorer leur participation à ce processus, il peut être nécessaire de leur fournir une assistance technique, conformément à l'article 11 de l'Accord OTC. Il est donc important que les organismes internationaux à activité normative prévoient de contribuer au renforcement des capacités de ces pays et de leur fournir une assistance technique.

ANNEXE 5

LISTE INDICATIVE DES MÉCANISMES PERMETTANT DE FACILITER L'ACCEPTATION DES RÉSULTATS DES PROCÉDURES D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ

- A. ACCORDS DE RECONNAISSANCE MUTUELLE (ARM) DES RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ À DES RÈGLEMENTS PARTICULIERS
1. Les gouvernements peuvent conclure des accords en vue de l'acceptation des résultats de l'évaluation de la conformité effectuée sur le territoire de l'une des parties.
- B. ARRANGEMENTS DE COOPÉRATION (FACULTATIFS) ENTRE DES ORGANISMES D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ NATIONAUX ET ÉTRANGERS
2. Il s'agit d'arrangements entre des organismes d'accréditation, entre des laboratoires, entre des organismes de certification et entre des organismes d'inspection. Ces arrangements sont courants depuis de nombreuses années et se sont développés dans l'intérêt commercial des parties. Les pouvoirs publics ont parfois considéré que certains de ces accords pouvaient servir de base à l'acceptation des résultats d'essai et des activités de certification en rapport avec les normes obligatoires.
- C. ACCRÉDITATION DES ORGANISMES D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ
3. Les organismes d'accréditation se sont efforcés d'harmoniser les pratiques internationales en matière d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité. Cela a abouti à la constitution de réseaux mondiaux destinés à faciliter la reconnaissance et l'acceptation des résultats de l'évaluation de la conformité. Ces réseaux reposent sur des accords ou des arrangements de reconnaissance multilatéraux, aux termes desquels chaque partie s'engage à reconnaître comme équivalents l'accréditation ou les certificats accordés par toute autre partie à l'accord ou à l'arrangement et à promouvoir cette équivalence dans l'ensemble de son aire d'activité. Il existe des normes et des guides internationaux pour ce type d'arrangements.
- D. DÉSIGNATION PAR LES POUVOIRS PUBLICS
4. Les pouvoirs publics peuvent désigner des organismes d'évaluation de la conformité, y compris des organismes situés hors de leur territoire, pour procéder à l'évaluation de la conformité.
- E. RECONNAISSANCE UNILATÉRALE DES RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ EFFECTUÉE À L'ÉTRANGER
5. Un gouvernement peut reconnaître unilatéralement les résultats des procédures d'évaluation de la conformité d'autres pays, en s'inspirant de l'article 6.1 de l'Accord OTC. L'organisme d'évaluation de la conformité peut être accrédité à l'étranger conformément à un système d'accréditation régional ou international reconnu. S'il n'est pas accrédité, l'organisme d'évaluation de la conformité peut prouver sa compétence d'une autre façon. Si l'organisme d'évaluation de la conformité a une compétence équivalente, les rapports d'essai et les certificats établis à l'étranger sont reconnus unilatéralement.

F. DÉCLARATIONS DES FABRICANTS/FOURNISSEURS

6. La déclaration de conformité d'un fabricant/fournisseur est une procédure par laquelle un fournisseur (défini dans le Guide ISO/CEI 22:1996 comme étant la partie qui fournit le produit, le procédé ou le service, qu'il s'agisse d'un fabricant, d'un distributeur, d'un importateur, d'une entreprise d'assemblage, d'une entreprise de service, etc.) donne par écrit l'assurance de la conformité aux prescriptions spécifiées. Ce document indique la partie responsable de la déclaration de conformité et de la conformité même du produit, procédé ou service. Ainsi, c'est le fabricant/fournisseur, et non l'autorité chargée de la réglementation, qui se charge de garantir que les produits entrant sur un marché sont conformes aux règlements techniques obligatoires. L'évaluation peut être effectuée par le fournisseur au moyen de ses propres installations d'essai ou par un service d'essai indépendant.

7. Cette procédure suppose:

- une surveillance appropriée du marché;
- des sanctions importantes en cas de fausse déclaration ou de déclaration mensongère;
- un cadre réglementaire approprié;
- un régime adapté en matière de responsabilité du fait du produit.

ANNEXE 6

DOCUMENTS DE TRAVAIL COMMUNIQUÉS PAR LES MEMBRES ET ÉTABLIS PAR LE SECRÉTARIAT EN RAPPORT AVEC LE DEUXIÈME EXAMEN TRIENNAL

Cote du document	Date de publication	Titre
G/TBT/W/60	9 mars 1998	Labels écologiques et accès aux marchés: étude de cas sur la floriculture colombienne - Contribution de la Colombie
G/TBT/W/61	11 mars 1998	Les forêts: une expérience nationale - Contribution du Canada
G/TBT/W/63	7 avril 1998	Procédures d'évaluation de la conformité: déclaration de conformité du fournisseur - Contribution des États-Unis
G/TBT/W/64	2 avril 1998	Transparence de l'élaboration des normes internationales - Contribution des États-Unis
G/TBT/W/70	23 juin 1998	Guides de l'ISO/CEI relatifs à l'évaluation de la conformité - Note des Communautés européennes
G/TBT/W/71	24 juin 1998	Expériences nationales en matière de règlements techniques - Contribution du Canada
G/TBT/W/72 et Rev.1	24 juin 1998 29 septembre 1999	Liste des guides et recommandations internationaux pertinents concernant les procédures d'évaluation de la conformité - Note du Secrétariat
G/TBT/W/74 et Add.1	30 juin 1998 10 août 1998	Code de pratique de l'Accord OTC, paragraphe J: publication des programmes de travail des organismes à activité normative - Note des Communautés européennes
G/TBT/W/75 et Rev.1	30 juin 1998 17 juin 2000	Transparence des normes internationales - Avant-projet de décision présenté par les États-Unis - Contribution des États-Unis
G/TBT/W/76 et Add.1	13 juillet 1998 1 ^{er} octobre 1998	Liste des pays dans lesquels les institutions publiques locales, situées directement au-dessous du gouvernement central, sont habilitées à adopter des règlements techniques ou des procédures d'évaluation de la conformité - Note du Secrétariat
G/TBT/W/79	3 septembre 1998	Reconnaissance autonome des résultats d'évaluation de la conformité étrangers - Communication de la Suisse
G/TBT/W/80	9 septembre 1998	Échange de renseignements sur l'élaboration, l'adoption et l'application des règlements techniques - Contribution de la Thaïlande
G/TBT/W/81	9 septembre 1998	Échange de renseignements sur l'utilisation des normes, guides et recommandations internationaux - Contribution de la Thaïlande
G/TBT/W/82	14 septembre 1998	Échange de renseignements sur l'acceptation, la mise en œuvre et le fonctionnement du Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes par les organismes à activité normative - Contribution de la Thaïlande
G/TBT/W/83	14 septembre 1998	Échange de renseignements sur la mise en œuvre de l'article 2.7 relatif à l'équivalence des règlements techniques - Contribution de la Thaïlande
G/TBT/W/84	9 septembre 1998	Échange de renseignements sur le fonctionnement et la mise en œuvre des procédures de notification au titre des articles 2, 3, 5 et 7 - Contribution de la Thaïlande

Cote du document	Date de publication	Titre
G/TBT/W/85	9 septembre 1998	Échange de renseignements sur l'expérience des Membres concernant les divers types de procédures d'évaluation de la conformité - Contribution de la Thaïlande
G/TBT/W/87 et Rev.1	14 septembre 1998 30 septembre 1999	Conditions d'acceptation et d'utilisation des normes internationales dans le contexte de l'Accord OTC - Note de la Communauté européenne
G/TBT/W/88	15 septembre 1998	L'équivalence des normes: une mesure provisoire visant à faciliter le commerce en l'absence de normes internationales pertinentes - Note de la Nouvelle-Zélande
G/TBT/W/93	24 septembre 1998	Expérience de l'Inde en ce qui concerne le système de notification OTC et procédures d'échange de renseignements - Contribution de l'Inde
G/TBT/W/99	17 novembre 1998	Expériences nationales en matière de normes et de règlements techniques - Contribution de l'Australie
G/TBT/W/103	25 janvier 1999	Obstacles techniques à l'accès des pays en développement aux marchés - Note d'information du Secrétariat
G/TBT/W/110	8 juin 1999	Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes par les organismes à activité normative - Note de la Thaïlande
G/TBT/W/111	8 juin 1999	Procédures d'évaluation de la conformité - Note de la Thaïlande
G/TBT/W/112/Rev.1	11 juin 1999	Équivalence des règlements techniques et des normes - Note de la Thaïlande
G/TBT/W/113	15 juin 1999	Questions relatives aux normes internationales et aux organismes internationaux à activité normative - Communication du Japon
G/TBT/W/118	14 septembre 1999	Code de pratique pour l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité - Contribution de l'Australie
G/TBT/W/121 et Corr.1	7 octobre 1999 9 décembre 1999	Modification à l'Accord OTC - Proposition du Japon
G/TBT/W/124	22 décembre 1999	Mise en œuvre de l'article 10.6 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce - Note du Secrétariat
G/TBT/W/132	29 mars 2000	Comparaison factuelle entre l'Annexe 3 de l'Accord OMC sur les obstacles techniques au commerce - Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes - et le guide ISO/CEI 59 - Code de bonne pratique pour la normalisation - Note du Secrétariat
G/TBT/W/133	11 avril 2000	Deuxième examen triennal du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce - Note de la Communauté européenne
G/TBT/W/136	19 juin 2000	Mise en œuvre des obligations de transparence découlant de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (au 15 juin 2000) - Note du Secrétariat
G/TBT/W/138	28 juillet 2000	Pratiques à suivre pour l'acceptation des résultats de l'évaluation de la conformité - Deuxième examen triennal de l'Accord - Contribution de l'Australie
G/TBT/W/139	28 juillet 2000	Deuxième examen triennal de l'Accord - Normes internationales - Contribution de l'Australie

Cote du document	Date de publication	Titre
G/TBT/W/140	28 juillet 2000	Propositions du Brésil pour le deuxième examen triennal de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce - Contribution du Brésil
G/TBT/W/142	4 août 2000	Résultats de l'atelier sur la facilitation des échanges, la réglementation et les normes: le défi du développement en Amérique centrale - Communication du Panama
G/TBT/W/143	22 septembre 2000	Deuxième examen triennal de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce - Note du Canada
G/TBT/W/144	2 octobre 2000	Questions relatives aux normes internationales - Communication du Japon
G/TBT/W/145	3 octobre 2000	L'équivalence des normes: clarification de la proposition de la Nouvelle-Zélande concernant la reconnaissance de l'équivalence en tant que mesure provisoire en l'absence de normes internationales pertinentes - Communication de la Nouvelle-Zélande
G/TBT/W/146	3 octobre 2000	Assistance technique - Communication de la République du Cameroun
G/TBT/W/147	3 octobre 2000	Questions relatives à l'évaluation de la conformité - Communication du Japon
G/TBT/W/148	1 ^{er} novembre 2000	L'équivalence - Note sur l'expérience nationale - Ordonnance sur la sécurité des jouets et des articles pour enfants - Communication de Hong Kong, Chine
G/TBT/W/149	1 ^{er} novembre 2000	Principes de cohérence et de singularité devant être observés par les organismes internationaux à activité normative - Contribution des Communautés européennes
G/TBT/W/150	2 novembre 2000	Étiquetage - Communication des Communautés européennes
G/TBT/W/151	7 novembre 2000	Proposition du Brésil concernant la coopération technique en vue du deuxième examen triennal de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce - Communication du Brésil